

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS ET LÉGUMES,  
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

---

■ *Journal officiel* du 17 mars 2010

**Arrêté du 10 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective nationale du commerce de  
détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers (n° 1505)**

NOR : MTST1006859A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
27 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale du  
commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers du  
15 avril 1988 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 25 novembre 2009, relatif à l'emploi des seniors, conclu  
dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
4 mars 2010,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du  
commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers du

15 avril 1988, tel que modifié par l'avenant n° 28 du 11 juin 1997, les dispositions de l'accord du 25 novembre 2009 relatif à l'emploi des seniors, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/51, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).